



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 233 – 20 FEVRIER 2023



ZOOM SUR ... Le premier Business Forum Union Européenne-Niger



LES TITRES A LA UNE

Sommet Etats-Unis – Afrique : 55 Mds \$ de financements sur trois ans annoncés par le Président Biden

Guinée – Signature d'accords avec la France pour la construction d'hôpitaux régionaux et le déploiement de la TNT

30 Md USD annoncés au sommet Dakar 2 pour stimuler la production alimentaire en Afrique

Nigeria – La valorisation de Nollywood atteint 6,4 Md USD, seconde industrie mondiale du film après Hollywood

LE CHIFFRE À RETENIR

2 %

Part de l'Afrique dans les exportations mondiales de biens en 2021 selon la CNUCED



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Conjoncture	3
Environnement des affaires	6
Projets et financements	7
Secteurs d'activités	9
Energies et matières premières	9
Industrie, transport et services	11
Agriculture et agroalimentaire	13
Agenda	14
Contacts	16

Zoom sur...

Le premier Business Forum Union Européenne-Niger

L'Union européenne et le Niger ont organisé les 7 et 8 février dernier à Niamey le premier Business Forum UE-Niger, sur le thème « Mobiliser des investissements de qualité et renforcer les relations entre l'UE et le Niger ».

Le forum, ouvert par le Président nigérien Bazoum, a réuni 1 000 participants de 30 pays : autorités nigériennes, entreprises européennes et nigériennes, représentants officiels européens et partenaires techniques et financiers du Niger. Une délégation de 29 entreprises françaises était présente. Les participants ont eu l'occasion d'échanger, au cours des différents panels et événements organisés pendant le forum, sur les secteurs clés de l'économie nigérienne : énergie, mines et pétrole, hydraulique, agriculture et agro-industrie, nouvelles technologies, infrastructures, tourisme et artisanat.

En parallèle de ce forum, se tenait une visite de haut niveau en Format « Team Europe », composée de la Secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des partenariats, C. Zacharopoulou, de ses homologues grecs et portugais, des envoyés spéciaux pour le Sahel du Luxembourg et du Portugal, de la directrice générale des politiques de développement durable du Ministère des affaires étrangères espagnol, de la directrice adjointe pour les partenariats internationaux de la Commission européenne et de la représentante régionale de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Cette mobilisation souligne la force du partenariat entre l'Union européenne et le Niger, déjà affichée lors de la table ronde des investisseurs et partenaires au développement du Niger tenue les 5 et 6 décembre 2022 à Paris.

D'autres business forum euro-africains sont prévus dans les prochaines semaines, notamment les business forums UE-Kenya et UE-Tanzanie qui auront lieu respectivement les 21 et 22 février à Nairobi et les 23 et 24 octobre à Dar es Salaam. Le ministre délégué Olivier Becht ainsi qu'une délégation d'entreprises françaises se rendront au Kenya et en Tanzanie à cette occasion.



Source photo : [EEAS Website \(europa.eu\)](https://www.eeas.europa.eu)

Conjoncture

Afrique du Sud – Le Rand sud-africain se déprécie dans un contexte d'incertitude que n'a pas apaisé la hausse des taux de la SARB

Le Rand sud-africain s'est déprécié face à l'USD pour atteindre la parité de 17,245 le 27 janvier contre 16,81 le 13 janvier (-2,6%). La monnaie sud-africaine est ainsi la troisième monnaie la moins performante sur le marché des devises des pays émergents par rapport à l'USD (baisse de -10,4% en glissement annuel). Le Rand, contrairement aux autres devises, n'a en effet pas réussi à profiter de l'affaiblissement de l'USD, suspendu à la prochaine décision de la Fed quant au maintien ou non du niveau de son taux directeur. La dégradation est ainsi plus marquée face à l'euro (-2,8% à 18,737, soit son niveau le plus bas depuis janvier 2021). La dégradation, déjà amorcée avant la réunion du Comité de politique monétaire de la SARB, s'est poursuivie après l'annonce de la décision de l'institution monétaire d'augmenter son taux directeur de 0,25 point (contre une hausse attendue de 0,5 point). L'intensification des délestages, les faibles prévisions de croissance, le niveau élevé de l'inflation et l'approche des élections ont entamé la confiance des investisseurs, qui se sont orientés vers des investissements de meilleure qualité dans un contexte de resserrement des conditions financières et de durcissement des politiques monétaires.

Afrique de l'Ouest – La BAfD anticipe un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 pour les pays d'Afrique de l'Ouest

Le 18 janvier 2023, la Banque africaine de développement (BAfD) a publié la 1ère édition de son rapport intitulé "Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique". Ainsi, le taux de croissance des pays d'Afrique de

l'Ouest aurait atteint 3,6% en 2022, contre 4,4% en 2021, reflétant le ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays de la région. Par ailleurs, les pays d'Afrique de l'Ouest ont affronté un taux d'inflation moyen estimé à 16,8% en 2022, soit le deuxième plus fort à l'échelle du continent derrière l'Afrique de l'Est (25,3%), masquant toutefois d'importantes différences entre pays de la sous-région, l'inflation étant structurellement plus faible dans les pays de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) du fait de l'ancrage du FCFA à l'euro. Toutefois, les perspectives demeurent positives, le taux de croissance étant projeté à 4,1% en 2023 et 4,3% en 2024 (contre respectivement 4% et 3,9% pour l'Afrique).

Afrique de l'Ouest – La dette publique de l'UEMOA devrait atteindre 57% du PIB en 2022 selon la BCEAO

Selon le bulletin trimestriel des statistiques de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le taux de croissance de l'UEMOA s'est établi à 5,7% en glissement annuel (g.a.) au 3^{ème} trimestre 2022, porté notamment par la Côte d'Ivoire (+6,4% en g.a.) et le Bénin (+6,1% en g.a.). A l'inverse, la Guinée-Bissau (+4,8% en g.a.) et le Mali (+3,8% en g.a.) enregistrent les taux de croissance les plus faibles au 3^{ème} trimestre 2022. Par ailleurs, en raison d'une hausse des importations (+27,7% en g.a.) plus importante que celle des exportations (+11,7% en g.a.), le déficit commercial de l'UEMOA s'est creusé pour atteindre 2,1 Mds EUR au 3^{ème} trimestre 2022, contre 677 M EUR à la même période de 2021. En conséquence, les réserves de change se sont réduites, couvrant 4,6 mois d'importations au 3^{ème} trimestre 2022 contre 5,1 mois au trimestre précédent. Ces dernières sont anticipées à 4,2 mois d'importations à fin 2022 avant d'enregistrer une hausse graduelle à moyen terme (4,5 mois en 2023 ; 5,1 mois en 2024) selon la BCEAO. Enfin, selon le rapport sur la politique monétaire de la BCEAO, l'encours de la dette publique de l'UEMOA devrait s'élever à 95,2 Mds EUR (57% du PIB) à fin décembre 2022, contre

83,6 Mds EUR (54,7% du PIB) à fin décembre 2021, soit une progression de 13,9% en g.a.

Bénin – Signature d'un accord avec la Chine pour une annulation partielle de dette

À l'occasion d'une visite à Cotonou du Ministre chinois des Affaires Étrangères, le 14 janvier 2023, un protocole d'accord portant sur l'annulation d'une partie de la dette du Bénin vis-à-vis de la Chine a été signé. Le diplomate chinois s'est aussi rendu au cours de sa visite dans la Zone Économique de Glo-Djigbè (GDIZ), l'objectif premier de cette visite étant "d'identifier davantage de champs d'action" en matière de coopération économique entre les deux pays. Il a suggéré le développement de synergies entre le plan de développement stratégique du Bénin et l'initiative des "Nouvelles routes de la soie".

Côte d'Ivoire – Plus de 1 Md EUR de subventions énergétiques depuis le 1^{er} trimestre 2022

Le 1^{er} février 2023, le porte-parole du gouvernement a déclaré que la subvention apportée par l'Etat au secteur pétrolier atteint 700 Mds FCFA (1,1 Md EUR) depuis le 1^{er} trimestre 2022. Cette annonce intervient suite à la hausse de 5,2% du prix de l'essence super à 815 FCFA (1,24 EUR) le litre depuis le 1^{er} février 2023 tandis que le prix du gasoil reste inchangé.

Ghana – L'inflation des prix à la consommation atteint un nouveau pic à 54,1% en décembre 2022

L'inflation a continué d'augmenter au Ghana pour atteindre 54,1% en glissement annuel en décembre 2022 contre 50,3% en novembre 2022. Le taux d'inflation du Ghana a augmenté plus que prévu en décembre, en raison de la forte hausse des prix des aliments, des transports et du logement. Il s'agit du septième taux d'inflation le plus élevé au monde parmi les 120 nations suivies par Bloomberg. L'inflation pour les marchandises importées est de 61,9%, alors que celle des articles

produits localement est de 51,1%. L'inflation des produits alimentaires – 59,7% – est supérieure à celle des produits non-alimentaires (49,9 %). La poussée de l'inflation pourrait ne pas se traduire par une nouvelle hausse des taux d'intérêt par le comité de politique monétaire de la Banque du Ghana, qui se réunira dans le courant du mois. La croissance des prix devrait ralentir en janvier en raison de la baisse des prix des carburants et du renforcement du cedi après que le Ghana a signé un accord avec le Fonds monétaire international le 12 décembre pour une facilité de crédit élargie de 3 milliards de dollars.

Kenya - Les réserves de change à leur plus bas niveau depuis 7 ans

Les réserves s'élèvent actuellement à 7 Mds USD, soit 3,92 mois d'importations, a indiqué la Banque centrale du Kenya (CBK) dans son bulletin hebdomadaire fin janvier. Alors que le Kenya vise à maintenir les réserves à un minimum de quatre mois d'importations, la Banque centrale a précédemment soutenu que sa chute ne devrait pas alarmer, qualifiant le dépassement de la limite de " non-événement ". Bien que la CBK minimise les inquiétudes concernant l'illiquidité du dollar sur le marché, le FMI a reconnu les défis alors même que l'institution appelait à des réformes pour réactiver le marché interbancaire dans un rapport publié en décembre. Les réserves du Kenya s'épuisent en partie à cause des remboursements aux prêteurs bilatéraux et commerciaux et de l'intervention de la CBK pour tenter de ralentir la dépréciation du shilling par rapport au dollar. Pour rappel, le shilling s'est affaibli à une moyenne de 124.35 Kes/USD par rapport à 113.57 Kes/USD il y a un an. La chute intervient alors que le pays devait ce mois-ci rembourser des dettes extérieures estimées à 506,7 MUSD, selon la Banque mondiale. Le décaissement par le Fonds monétaire international d'un prêt de 447,39 MUSD au Kenya a contribué à porter les réserves à un équivalent de 4,22 mois de couverture des importations fin décembre. Le Kenya attend une nouvelle contribution

de 750 MUSD de la Banque mondiale avant la fin du mois de juin, ce qui devrait soulager la pression sur les réserves.

Nigéria – Moody's dégrade la note souveraine du Nigéria

[L'agence de notation financière Moody's a annoncé le 27 janvier qu'elle dégradait de la note souveraine du Nigéria de B3 à Caa1](#). Les obligations d'Etat, émises en monnaies locales ou en devises, sont désormais jugées comme de faible qualité et avec un risque élevé de défaut. Les perspectives sont toutefois stables. Cet abaissement de la note est justifié par la détérioration de l'état des finances publiques et l'augmentation de la dette. En effet, le coût de la subvention à l'essence, la chute de la production pétrolière et la hausse des taux d'intérêt risquent de creuser les déficits et de réduire la capacité de l'Etat à investir. D'après leurs prévisions, le service de la dette pourrait englober la moitié des recettes publiques à moyen terme tandis que le ratio de dette sur PIB pourrait atteindre 45%. [La Ministre des finances a fait part de sa surprise quant à cette dégradation, soulignant les efforts faits par le Nigéria. En réaction à ces annonces, les marchés financiers ont sanctionné le Nigéria](#). Les obligations Eurobonds émises en dollars, et avec pour maturité 2051, ont vu leur valeur diminuer de 2,8%.

Ouganda - Le FMI décaisse 240 M USD après la validation des revues de la Facilité élargie de crédit.

Cette décision ouvre la voie à un décaissement immédiat de 180,5 MDTs (environ 240 MUSD, portant ainsi à 625 MUSD les décaissements effectués au titre de cet accord, sur 1 Md USD prévu). Le FMI a, en outre, accordé une dérogation à l'atteinte du critère de performance relatif au stock de réserves internationales nettes de la Banque centrale. Selon le FMI, les autorités ougandaises ont réussi à préserver la stabilité macroéconomique et soutenir la reprise post-COVID, malgré une succession de chocs internes et externes. Concernant la performance du programme de réformes,

tous les critères quantitatifs sauf un et la plupart des objectifs indicatifs pour mars, juin et septembre 2022 ont été atteints. Concernant les réformes structurelles, outre l'adoption du plan de rationalisation du budget, le FMI relève quelques avancées en faveur d'un renforcement du cadre de gouvernance et de lutte contre la corruption, en particulier les premières mesures relatives à la transparence sur la propriété effective des actifs. Pour mémoire, le programme triennal ECF, approuvé le 28 juin 2021, vise à soutenir la réponse à court terme face à la crise sanitaire et à stimuler une croissance à long terme plus inclusive, tirée par le secteur privé. Il comporte un certain nombre de réformes, axées sur la création d'un espace budgétaire pour les dépenses sociales prioritaires, la préservation de la soutenabilité de la dette, le renforcement de la gouvernance et l'amélioration des cadres monétaires et financiers.

Tchad – Le FMI décaisse 149,3 M USD après la validation des revues de la Facilité élargie de crédit.

Suite à l'accord de traitement de la dette entre le Tchad et ses créanciers au titre du Cadre Commun du G20 en novembre 2022, le Conseil d'Administration du FMI a [validé](#), le 22 décembre 2022, les première et deuxième revues du programme économique et financier du Tchad dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC). La validation de ces revues permet au FMI de décaisser 112,16 M DTS (149 M USD) au profit du Tchad. Le FMI prévoit une augmentation de la croissance en 2023, de 2,5% en 2022 à 3,5% en 2023, du fait de la reprise de la production pétrolière et non pétrolière. Le taux d'inflation devrait atteindre 5,3% en 2022 et le solde des transactions courantes devrait être excédentaire de 2,8% du PIB. Enfin, une réduction de la dette publique est attendue sur le moyen terme, de 56% du PIB fin 2021 à 40% du PIB en 2024

Environnement des affaires

Afrique de l'Est – Un institut monétaire serait créé en 2023

Le Secrétaire général de la CAE a déclaré début janvier que l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Est (EAMI) - la future Banque centrale de la CAE – serait créé courant 2023, constituant une étape clé dans le processus de déploiement de la monnaie unique. Pour rappel, la mise en œuvre de l'Union monétaire de l'Afrique de l'Est (UMAÉ), troisième pilier de la CAE, avait été reportée en 2031 car les pays membres n'avaient pas atteint tous les critères de convergence monétaire. La création de l'EAMI devrait donc permettre l'harmonisation des politiques monétaires des États membres, renforçant ainsi l'intégration régionale. En septembre 2022, selon les statistiques du secrétariat de la CAE, le commerce intrarégional s'élevait à 10,2 Mds USD, grâce à l'assouplissement des restrictions liées au Covid-19 dans la région et la bonne volonté politique des chefs d'État de la CAE. Deux ans après l'arrivée au pouvoir de la présidente Samia Suluhu, les relations entre la Tanzanie et le Kenya se sont réchauffées et le commerce entre Dar es Salaam et Nairobi a franchi pour la première fois la barre des 800 M USD.

Ghana – La restructuration de la dette intérieure en bonne voie

Selon le gouvernement du Ghana, des progrès significatifs avec toutes les parties prenantes, y compris les associations du secteur financier et les groupes représentatifs d'obligataires individuels, ont été réalisés au titre du Programme d'échange de la dette intérieure (DDEP). Le gouvernement a ainsi annoncé que sur la base de l'accord conclu avec la *Ghana Association of Banks (GAB)*, la *Ghana Insurers Association (GIA)* et la *Ghana Securities Industry Association (GSIA)*, le protocole d'échange d'obligations était sur le point d'aboutir. Pour ce faire, le délai

d'adhésion au programme a été repoussé du 31 janvier au 7 février 2023. En parallèle, le gouvernement fait appel aux bailleurs multilatéraux et bilatéraux pour abonder le fonds de stabilité financière accompagnant ce programme, et pour lequel la Banque mondiale aurait indiqué vouloir abonder à hauteur de 300 M USD.

Nigéria – Face à la pénurie de billets des Nigériens privilégient le franc CFA

Malgré le report de la date de validité des anciens billets, la pénurie d'argent liquide se poursuit. Les files d'attente se multiplient à travers le pays devant les guichets de banques, tant et si bien que face à cette situation, certains habitants des régions frontalières du Niger (Etats de Sokoto, de Zamfara et de Katsina) et du Bénin (l'Etat de Kwara) optent désormais pour le franc CFA. En raison de la rareté des billets et de la dévaluation de la naira, certains commerçants n'acceptent désormais plus que cette monnaie. Par ailleurs, l'absence de distributeurs dans certaines régions reculées accroît la difficulté d'accès aux nouveaux billets. Dans l'Etat d'Adamawa, à l'Est du pays, certains agents économiques privilégient désormais les Francs CFA camerounais.

Nigéria – Le Nigéria s'oppose à la réforme mondiale de l'impôt sur les sociétés

Présente au Forum économique mondial à Davos, la Ministre des finances, Zainab Ahmed, a fait part de l'opposition du Nigéria au projet de réforme de l'impôt mondial sur les sociétés. Cet accord, porté par l'OCDE et endossé en octobre 2021 par 136 pays sur les 140 que compte le format dit « inclusif » OCDE/G20 au niveau duquel la négociation s'est tenue, prévoit dans son « Pilier 1 » la mise en place d'un nouvel impôt touchant les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 20 Md EUR, calculé sur leur bénéfice mondial. L'accord prévoit que les recettes générées soient redistribuées entre les pays où ces entreprises génèrent une activité supérieure à 1 Md USD de chiffre d'affaires localement, ou 250 M USD si le PIB

du pays est inférieur à 40 Md USD. D'après la Ministre, cette mesure pourrait nuire aux recettes fiscales du Nigéria qui fait partie, avec le Sri Lanka, le Pakistan et le Kenya, des quatre pays non-signataires. Cette réforme, pourtant soutenue par la quasi-totalité des pays, fait cependant encore débat. Selon l'OCDE, elle permettra de générer plus de recettes fiscales au Nigéria. En 2020, les recettes fiscales n'y représentaient que 5,5% du PIB, contre une moyenne de 16% pour 31 pays d'Afrique en 2022, selon l'OCDE, soit le taux le plus bas. Plusieurs économistes, dont le lauréat du Prix de la Banque de Suède en sciences économiques Joseph Stiglitz, ont fait part de leurs inquiétudes quant à un possible risque d'accentuation des inégalités entre les pays, au prétexte que cette mesure favorise, dans son principe, plutôt les Etats où l'activité économique est plus importante en volume.

Projets et financements

Afrique – Sommet Etats-Unis – Afrique : 55 Mds \$ de financements sur trois ans annoncés par le Président Biden

Du 13 au 15 décembre 2022 s'est tenu à Washington le second Sommet Etats-Unis Afrique, marquant la volonté de l'administration Biden de renouveler les relations économiques avec le continent. Il s'agissait de la seconde édition du sommet, huit ans après la précédente. Le Président Biden a annoncé 55 Mds de dollars de financement sur trois ans pour le continent africain. Un forum d'affaires a permis d'annoncer 15 Mds de dollars de nouveaux partenariats commerciaux et d'investissement, dans une grande variété de secteurs (énergie, santé, agro-industrie, umérique, infrastructures, finance). Un représentant spécial, John Carson, a été nommé pour suivre la mise en œuvre des différentes annonces faites pendant le Sommet. Parmi ces annonces, on peut notamment citer la signature d'un

Memorandum of Understanding entre le gouvernement des Etats Unis et la la Zone de libre-échange continentale africaine, de nouveaux programmes de financements de la MCC en faveur du Bénin, du Niger, de la Gambie et du Togo ; le lancement d'une initiative en faveur de la transformation numérique, de nouveaux investissements de la US international Development Finance Corporation, de l'USAID ou encore de la fondation américaine pour le développement en Afrique. L'avenir du programme AGOA (African Growth and Opportunity Act) qui vise à accroître l'accès au marché amérocaïn des pays africains éligibles pour certains produits, n'a pas été tranché.

Afrique du Sud – Le National Treasury envisage de contracter un prêt d'un milliard de dollars auprès de la Banque mondiale

Dans un contexte de volatilité importante des marchés internationaux, le gouvernement, qui a levé 3 Mds USD d'Eurobonds en avril dernier, cherche à sécuriser pour les trois prochaines années des conditions de prêt plus avantageuses auprès de l'institution internationale. Ce nouveau prêt viendrait en complément des prêts concessionnels déjà octroyés l'an dernier à l'Afrique du sud par la Banque mondiale (pour un montant d'environ 1,2 Mds USD, soit 11,1 Mds EUR et 208,2 Mds ZAR). La Banque avait en effet accordé au pays un prêt d'aide budgétaire de 750 MUSD en janvier 2022, afin de renforcer la protection sociale en faveur des plus démunis et de soutenir le gouvernement dans la transformation du modèle économique sud-africain pour qu'il soit plus durable et plus inclusif. Il s'agissait alors du premier financement souverain d'ampleur de la Banque Mondiale dans le pays depuis 2017 et le premier de ce type jamais réalisé dans le pays. La Banque mondiale a également accordé à l'Afrique du sud un prêt de 497M USD (461 M EUR) pour la réaffectation de la centrale à charbon de Komati, dont la dernière unité a été fermée en octobre. Le gouvernement fait face

chaque année à un besoin de financement en devises compris entre 2 et 3 Mds USD. Lors de la présentation mi-octobre du budget de mi-parcours pour l'année 2022/2023, le ministre des Finances a annoncé vouloir recourir à des financements étrangers à hauteur de 145 Mds ZAR (soit 35,8 Mds EUR) (pour un besoin total de financement de 1 300 Mds ZAR, soit 69 Mds EUR) sur les trois prochains exercices.

Ethiopie - Signature de deux accords d'appui à la reconstruction en marge de la visite de Catherine Colonna à Addis-Abeba (janv. 2023)

Lors de sa visite en Ethiopie avec son homologue allemande, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a signé deux conventions de dons de l'Agence française de développement (AFD). Ces accords concernent deux projets de réhabilitation d'infrastructures électriques dans le nord de l'Éthiopie et d'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Ils répondent aux besoins exprimés par les autorités locales et bénéficieront à 12 millions d'Éthiopiens dans les trois régions touchées par le conflit : Amhara, Tigré et Afar. Le premier projet (10 MEUR) concerne la fourniture d'équipements électriques tels que les transformateurs et les lignes à haute tension. Le deuxième projet (32 MEUR), financé conjointement avec l'UE, vise à améliorer la sécurité alimentaire du pays. A court terme, l'objectif est de soutenir la relance agricole par la distribution de semences, de bétail et de matériel dans l'Amhara, le Tigré et l'Afar. Il bénéficiera à 400 000 agriculteurs, dont des agricultrices victimes du conflit. À plus long terme, la deuxième phase du projet améliorera la structure de l'industrie des engrais en Éthiopie afin d'augmenter la production agricole nationale.

Rwanda - Visite de la Directrice Générale du FMI Kristalina Georgieva

La directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), Kristalina Georgieva, s'est rendue à Kigali du 24 au 27 janvier afin

de rencontrer le gouvernement rwandais, le premier en Afrique à bénéficier de la facilité pour la résilience et la durabilité (RST) d'un montant de 319 millions de dollars. La Directrice générale a également annoncé la mise en place d'un nouvel instrument de coordination des politiques publiques au Rwanda, condition des termes du RST. Le RST permet au FMI de réaliser des prêts hautement concessionnels (maturité de 20 ans et une période de grâce de 10,5 années) à des pays en voie de développement. Ces prêts servent à faciliter les investissements publics écologiques, à atténuer les risques financiers et à renforcer la stabilité de la balance des paiements. A ce jour, trois pays bénéficient de ce programme, le Costa Rica, la Barbade et le Rwanda.

Tchad – La Banque Mondiale signe un nouveau partenariat avec le Tchad pour soutenir le second plan de développement quinquennal sur la période 2023-2024

La Banque mondiale a approuvé une nouvelle Note d'Engagement Pays avec le Tchad afin d'appuyer le second de développement quinquennal du pays. Cette Note d'Engagement a pour objectif d'améliorer la gouvernance ainsi que les relations entre la société civile et l'État. Elle a également pour but d'assurer une communication transparente sur la dette budgétaire de manière à atténuer les contrastes régionaux tant du point de vue de l'inclusion sociale, de l'accès aux services et du développement des infrastructures. Le nouveau partenariat entre la Banque mondiale et le Tchad inclut par ailleurs une dimension environnementale visant la gestion des ressources naturelles, l'adaptation aux changements climatiques et le développement d'un système agricole plus durable.

Afrique centrale – La BDEAC adopte son plan stratégique 2023-2027

Le Conseil d'Administration de la BDEAC réuni à Douala le 22 décembre 2022, a

[adopté le plan stratégique de la Banque](#) pour la période 2023-2027. Ce plan qui servira de cadre de référence pour les interventions de la BDEAC dans les pays d'Afrique centrale, est axé notamment sur l'intégration économique régionale, le développement durable, l'amélioration des conditions de vie des populations, ainsi que la transformation et la modernisation de la Banque. La fin du plan stratégique 2017-2022 a été marquée par la [mobilisation de 110,86 Mds FCFA](#) (contre un objectif initial de 78 Mds) par emprunt obligataire sur le marché financier de la CEMAC.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique du Sud – Sibanye-Stillwater obtient le soutien du gouvernement américain pour un projet minier

[Le groupe sudafricain Sibanye-Stillwater fait partie du consortium ayant obtenu un prêt concessionnel de la part du Ministère de l'énergie américain, qui pourrait s'élever à 700 M USD pour un projet d'extraction de lithium dans le Nevada.](#) La mine de Rhyolite Ridge Lithium-Boron d'Ioneer, visée par ce financement, pourrait devenir un fournisseur de Ford et Toyota et produire suffisamment de lithium pour alimenter 370 000 véhicules électriques annuellement. Le financement du Ministère de l'énergie est accordé dans le cadre du programme de prêts pour la fabrication de nouveaux véhicules à technologie avancée qui soutient la création d'une chaîne d'approvisionnement nationale de batteries. Dans cette perspective, le pays veut garantir un approvisionnement national en minerais critiques. Sibanye-Stillwater cherche à s'implanter sur les marchés américain et européen qui cherchent à électrifier leurs industries

automobiles et ont pour cela un besoin croissant de certains métaux.

Afrique du Sud – La production minière diminue en novembre pour le dixième mois consécutif (StatsSa)

[Selon l'agence nationale de statistiques StatsSA, la production minière a chuté de près de -9% au mois de novembre par rapport à la même période de l'année précédente, après -11% en glissement annuel au mois d'octobre.](#) Il s'agit du dixième mois consécutif de contraction de l'indicateur. Les postes qui ont le plus contribué au recul de la production sont les métaux du groupe platinoïde (-22%, soit une contribution négative de 5,9 points), les minerais de fer (-19,4% soit -2,1 points) et les diamants (-21,5%, soit -1 point). Cette mauvaise performance, qui tend à s'aggraver (-0,4% par rapport au mois d'octobre, en données corrigées des variations saisonnières), s'explique par la hausse des délestages électriques, les répercussions de la grève des salariés de *Transnet* du mois d'octobre, et le retard des travaux d'une fonderie d'*Anglo American Platinum*, dans un contexte de faible demande mondiale malgré la réouverture progressive de l'économie chinoise. Elle est renforcée par la baisse inédite des volumes de ventes (-15,2% en glissement annuel), pour la première fois depuis quatre mois.

Afrique du Sud – Le ministre des Ressources Minérales et de l'Energie défend l'utilisation de centrales à gaz embarquées

[Le ministre des Ressources Minérales et de l'Energie soutient le partenariat avec l'entreprise turque Karpowership.](#) L'entreprise, qui fournirait trois centrales électriques à gaz embarquées sur ses navires, s'était déjà vu attribuer trois projets dans le cadre programme d'approvisionnement d'urgence en électricité du gouvernement en 2021, à hauteur de 2 GW, mais n'avait pas atteint la clôture financière notamment à cause de la longévité du projet qui était établi sur 20 ans. Le ministre a défendu ce

partenariat en proposant de réduire de moitié la durée du contrat, bien que cela soit plus coûteux pour le pays. Selon le ministre, l'importation d'électricité est une des principales réponses pour résoudre la crise énergétique que traverse le pays. A cette solution s'ajoute la nécessité de mettre en service des centrales à gaz, d'améliorer les capacités de production et la maintenance des parcs existants et de diversifier les compétences au sein de d'Eskom.

Angola – Le gouvernement angolais s'est engagé à utiliser 77% d'énergies renouvelables d'ici 2025

[Durant la semaine de la durabilité qui avait lieu à Abou Dhabi en janvier, le président Joao Lourenço a déclaré que le pays s'engageait à utiliser 77% d'énergies renouvelables d'ici 2025.](#) L'évolution du mix énergétique national passera par la mise en service de la centrale hydroélectrique de Caculo Cabaça d'une capacité de 2,3 GW. Un projet de centrale solaire à Lubango devrait également être finalisé en 2023 à travers un partenariat entre Total Eren et Angola Environment Technology. La capacité solaire du pays devrait également augmenter avec la promesse d'investissement de Masdar, entreprise émiratie, qui prévoit d'investir 2 GW d'énergie solaire dans le pays. Pour rappel, bien que son mix énergétique soit majoritairement décarboné, l'Angola reste le troisième plus grand producteur de pétrole du continent africain.

Gabon – Le Gabon veut valoriser ses crédits carbone

Lee White, ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer et de l'Environnement a annoncé l'intention du Gabon de mettre sur le marché 90 millions de tonnes de crédits carbone évalués à 773,39 Mds FCFA. Cette évaluation se base sur un prix du crédit carbone de 14 dollars. Les séquestrations nettes annuelles du Gabon, pays forestier, sont estimées à 140 millions de tonnes, et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a certifié 187 millions de crédits carbone du Gabon sur la

période 2010-2018. Le Gabon a été le premier pays africain à bénéficier d'un paiement pour la réduction des émissions liées à ses forêts dans le cadre de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI) en 2021.

Guinée – Reprise prochaine des travaux pour l'exploitation du minéral de Simandou

A la suite une visite de travail effectuée en Chine, le gouvernement guinéen a récemment annoncé le redémarrage des travaux de construction du projet d'exploitation du minéral de fer dans le Simandou en mars 2023. L'exploitation du site de Simandou implique notamment le chinois Winning Consortium Simandou et l'anglo-australien Rio Tinto qui avaient dû suspendre leurs activités autour du grand gisement de minéral de fer en juillet 2022, suite à une ordonnance du gouvernement. En effet, selon ce dernier, les entreprises auraient été trop lentes dans la mise en place des modalités de mutualisation de leurs efforts prévues par l'accord-cadre signé en mars 2022. En outre, le gisement se situant dans une zone enclavée, ces entreprises devront mutualiser leurs investissements pour la construction des infrastructures liées au transport et à l'exploitation du fer. Selon les estimations, le projet du Simandou pourrait livrer jusqu'à 100 M de tonnes de minéral de fer par an et il en abrite 4 Mds de tonnes. Enfin, l'entrée en production pourrait s'effectuer en 2025.

Mozambique – Retour sur le projet photovoltaïque de Ncondezi Energy

[Le producteur mozambicain d'électricité Ncondezi Energy a obtenu l'autorisation de développer son projet sur un site de 950 hectares dans la province de Tete, à l'ouest du Mozambique.](#) Le projet, d'une capacité totale de 300 MW, devrait entrer en service d'ici 2024 et deviendrait ainsi le plus important du pays. A noter que le Mozambique a une capacité totale installée de 3000 MW, dont 75 % d'électricité produite par des centrales hydroélectriques

et seulement 1 % à partir du solaire. Pour poursuivre le développement du photovoltaïque, le gouvernement mozambicain a publié récemment un appel d'offres portant sur le développement de deux nouvelles centrales solaires de 30 MW chacune à Manje, province de Tete et à Chimbunila, province de Niassa.

Nigéria – L'Etat fédéral organise la première vente de blocs pétroliers depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de régulation du secteur

[Le gouvernement fédéral a lancé un appel d'offres pour la mise en vente de 7 blocs pétroliers off-shore.](#) Il cherche ainsi à attirer de nouveaux investissements dans le secteur et à motiver de nouveaux forages en eaux profondes. La commission de régulation des activités d'exploration pétrolière (*Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission*) a déclaré que les passations de marché seraient transparentes et compétitives, afin d'attirer les investisseurs qui ont la capacité et les compétences pour opérer en eaux profondes, notamment des compagnies étrangères. C'est le premier appel d'offres lancé par le gouvernement depuis l'entrée en vigueur du *Petroleum Industry Act (2021)*, la nouvelle loi régulant du secteur pétrolier. Pour rappel, la dernière vente de la sorte s'était tenue en 2007, et avait concerné 45 blocs situés dans les bassins intérieurs d'Anambra, de Benue, du Tchad et du Plateau continental du Delta du Niger. L'opération avait été un succès, attirant 615 M USD de promesses d'investissements, dont 351 M USD immédiatement engagés.

Une conférence de pré-soumission se tiendra à Lagos le lundi 16 janvier pour présenter les premiers détails de l'appel d'offres aux candidats potentiels. Les candidatures de pré-soumission devront être déposées avant le 31 janvier. Le gouvernement fédéral espère que cette vente permettra de redynamiser le secteur pétrolier, fragilisé par la baisse de production, le vol de pétrole brut et la faiblesse des investissements.

RDC – Les Etats-Unis publient le protocole d'accord signé avec la RDC et la Zambie sur les batteries électriques

Le gouvernement américain a publié le 18 janvier 2023 le [protocole d'accord \(MOU\)](#) signé par les États-Unis, la Zambie et la RDC, à Washington le 13 décembre 2022 en marge du Sommet États-Unis-Afrique. Le protocole d'entente vise à favoriser le développement d'une chaîne de valeurs pour la production de batteries de véhicules électriques en RDC et en Zambie, allant de l'extraction des matières premières à la transformation, la fabrication et l'assemblage. Pour rappel, la RDC est le premier producteur mondial de cobalt (plus de 70 % de la production totale) et premier producteur africain de cuivre. Tandis que la Zambie est le 6^{ème} producteur mondial de cuivre et deuxième producteur de cuivre en Afrique. Le cobalt et le cuivre représentent des métaux stratégiques pour la transition énergétique mondiale.

Industrie, transport et services

Nigéria – La valorisation de Nollywood atteint 6,4 Md USD, au second rang derrière Hollywood

Nollywood est une des industries culturelles et créatives qui connaît la croissance la plus forte au monde. [En 2022, la valorisation de Nollywood a dépassé les 6,4 Md USD](#), contre 3,6 Md USD il y a dix ans, soit une croissance de 56%. Entre 2017 et 2021, le nombre de films produits par an a été multiplié par trois, passant de 450 à 1 051, avec un pic à 2 599 en 2020. Grâce à une meilleure structuration de l'industrie et à la lutte contre le piratage, la rentabilité du secteur s'est largement améliorée. En 2022, les salles de cinéma nigérianes ont ainsi généré 15 M USD, soit 50% de plus qu'il y a cinq ans.

En outre, le dynamisme du secteur attire les investisseurs étrangers. Entre 2016 et 2022, Netflix a investi 40 M USD dans du contenu nigérian. En 2022, son concurrent Amazon

Prime a fait son entrée sur le marché. Les studios de production américains ont signé un contrat de 50 M USD avec le nigérian LaVida Studio. Cet engouement pousse les acteurs locaux à développer du contenu exportable hors d'Afrique. C'est notamment l'ambition d'EbonyLife Creative Academy, dont l'ambition est de former les jeunes professionnels de Nollywood à l'internationalisation. [Inaugurée en 2021 par le Gouverneur Sanwo-Olu et Mo Abudu, la directrice générale du groupe de média EbonyLife, l'académie propose des formations gratuites entièrement financées par l'Etat de Lagos.](#) Devant le potentiel de croissance et de création d'emploi que renferme le secteur, les autorités publiques cherchent en effet à se positionner. Pour rappel, l'industrie cinématographique contribue à hauteur de 1,4% au PIB et emploie plus d'un million de personnes, ce qui en fait l'un des premiers employeurs du pays.

Afrique australe – Création d'un couloir commercial entre l'Angola, la Zambie et la RDC

[Les trois pays se sont associés pour créer une nouvelle agence pour le développement d'un couloir commercial à destination et en provenance du port de Lobito en Angola.](#) Ce couloir utilisera le chemin de fer de Benguela, d'une longueur de 1344 km, rénové en 2014. Les trois pays espèrent que ce couloir devienne un passage privilégié permettant le transport des minerais jusqu'au port de Lobito en quelques jours – un tel trajet prenant plusieurs semaines. Ce passage est également un avantage majeur pour la RDC qui pourra ainsi relier ses régions enclavées à la mer par ligne ferroviaire et réduire ses coûts de transport. La Zambie et la RDC sont les deux producteurs de cuivre les plus importants du continent et approvisionnent d'Afrique australe et de l'est mais aussi l'Asie. L'accord tripartite était en cours de négociation depuis une dizaine d'années.

Djibouti - Accord de partenariat technologique dans le secteur spatial entre Djibouti et la Chine

Un Mémoire d'entente (MoU) a été signé entre Djibouti et la Hong Kong Aerospace Technology Group le 9 janvier 2023 pour la conception et l'exploitation de plateformes de lancement de satellites et de fusées dans la région djiboutienne d'Obock. Le projet, dont l'investissement représenterait 1 Md USD sur 5 ans, comprendrait également la construction d'un port et d'une autoroute à Obock pour acheminer les matériaux nécessaires au développement des sites aérospatiaux. L'accord convenu prévoit la concession définitive des infrastructures aérospatiales construites à la partie djiboutienne, au terme d'une co-gestion de 30 ans. Le programme spatial djiboutien a été lancé en janvier 2020 avec pour projet principal le développement de nanosatellites "made by Djibouti" visant des applications concrètes économiques et environnementales.

Guinée – Signature d'accords avec la France pour la construction d'hôpitaux régionaux et le déploiement de la TNT

Le 31 janvier 2023, le gouvernement guinéen et la France ont signé des accords de financement de 25 M EUR et 35 M EUR pour aider respectivement au déploiement de la TNT et à la construction de deux hôpitaux régionaux. D'une part, ces prêts du Trésor public français permettront aux populations rurales des régions de Kindia et de Labé d'accéder à de meilleurs services de soins de proximité. D'autre part, ils viseront : (i) à moderniser les équipements de radio et de télévision ; (ii) à disposer de studios de productions régionaux et mobiles et (iii) à améliorer la qualité de l'image en haute définition.

Tanzanie - Contrat de 2,2 Mds USD attribué à une entreprise chinoise pour construire la dernière section du réseau ferré SGR

La Tanzanie a signé un contrat pour un montant de 2,2 Mds USD avec l'entreprise chinoise *China Civil Engineering Construction Corporation* pour la

construction de la dernière section de son réseau ferroviaire à écartement standard (SGR). Le segment reliera Tabora à Kigoma (506 km) au nord-ouest, proche du Burundi. Les travaux devraient s'achever en 2026. Cet axe est un volet du grand projet ferroviaire de 2 561 km en cours de développement depuis 2017 qui doit mailler tout le territoire tanzanien en partant du port de Dar es Salam, avec des embranchements prévus vers les pays limitrophes notamment enclavés. L'objectif est de devenir la plaque tournante des échanges commerciaux en Afrique orientale. La Tanzanie se pose ainsi en concurrent du Kenya qui ambitionne lui aussi de devenir la porte de sortie de l'Afrique de l'Est. Selon la présidente Samia Suluhu, la mise en opération de ce chemin de fer permettra de réduire à 4 000 USD les coûts de transport entre le port de Dar es Salaam et la République démocratique du Congo pour une tonne de marchandises, contre 6 000 USD actuellement. Le projet influera aussi sur le temps de trajet dès 2027, qui sera alors de 30 heures au lieu des 30 jours actuels par la route. Avec ce dernier contrat, l'investissement de la Tanzanie dans le SGR s'élève à 10,04 Mds USD.

Agriculture et agroalimentaire

Sommet Dakar 2 – 30 Mds USD annoncés pour stimuler la production alimentaire en Afrique

Tenu du 25 au 27 janvier 2023 à Dakar, le sommet "Dakar 2 – Nourrir l'Afrique", coorganisé par la Banque africaine de développement (BAfD), a été ouvert par le président de la République du Sénégal, président en exercice de l'Union africaine. L'événement a réuni une trentaine de Chefs d'Etat et de gouvernement, le secteur privé, des organisations multilatérales, des ONG et des scientifiques. Une quarantaine de pays africains ont présenté leurs "pactes nationaux pour l'agriculture et l'alimentation", constituant le cadre stratégique pour atteindre l'objectif de souveraineté alimentaire. Au cours de ce sommet, les principaux partenaires au

développement ont annoncé des intentions de financement de 30 Mds USD afin de soutenir la transformation du secteur agricole en Afrique. La BAfD a annoncé une contribution de 10 Mds USD sur 5 ans tandis que la Banque islamique de développement (BID) contribuera à hauteur de 5 Mds USD. Par ailleurs, les participants ont adopté une déclaration qui souligne entre autres que : (i) la Commission de l'UA et la BAfD s'assureront du suivi et de la finalisation du soutien financier annoncé lors du sommet ; (ii) les différents gouvernements s'engagent à accroître les financements des budgets nationaux pour soutenir l'agriculture, de manière à octroyer au moins 10% des dépenses publiques au secteur, en lien avec la Déclaration de Malabo.

Cameroun – Forum de l'Investissement Privé dans l'Agriculture et l'Élevage au Cameroun

Le GICAM (Groupement Inter-patronal du Cameroun) et les ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage organisent le 10 février 2023 le forum de l'investissement privé dans l'agriculture et l'élevage au Cameroun. Ce forum rentre dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative FARM au Cameroun et fait suite au protocole d'entente signé le 26 juillet 2022 entre le GICAM, le MEDEF International et l'Alliance pour l'Agriculture, l'Élevage, l'Aquaculture en Afrique (ALFA) lors de la visite officielle du Président Emmanuel Macron au Cameroun. L'objectif est de mobiliser les investisseurs privés camerounais pour le développement de chaînes de valeurs dans l'agriculture et l'élevage. Un [appel à manifestation d'intérêt](#) a ainsi été lancé pour sélectionner une vingtaine de projets viables de taille moyenne (entre 350 M et 3 275 M FCFA d'investissement) pour lesquels la recherche de financements devrait être facilitée. Les personnes et entités intéressées sont invitées à renseigner un [formulaire en ligne](#) et à le renvoyer au GICAM avant le 30 janvier 2023.

Agenda

21/22 février 2023	<u>UE- Kenya Business Forum</u>
23/24 février 2023	<u>UE-Tanzanie Business Forum</u>
27 février/ 3 mars 2023	<u>Mission Transition Energétique en Afrique du Sud, Johannesburg/Cape Town</u>
1/2 mars 2023	<u>One Forest Summit, Libreville</u>
13/16 mars 2023	<u>French Security Days, rencontre d'affaires, Abidjan</u>
14/15 mars 2023	<u>Business Seminar SIG Afrique, Douala</u>
27/31 mars 2023	<u>Business Expedition oil & gas, Afrique Centrale</u>
27/31 mars 2023	<u>Mission de prospection collective industrie (UIMM Lyon), Douala</u>
29/31 mars 2023	<u>Semaine Française de Kinshasa</u>
6 avril 2023	<u>Atelier Nigeria (Business France), Paris</u>
18 avril 2023	<u>Forum Afrique du CIAN</u>
9/10 mai 2023	<u>Business Seminar Infrastructures numériques , Abidjan</u>
9/12 mai 2023	<u>Mission Agriculture/Agroalimentaire, Dakar</u>
16/19 mai 2023	<u>French Agri Days, Bothaville</u>
22/26 mai 2023	<u>French Cyber Days, Afrique du Sud, Botswana</u>
22/26 mai 2023	<u>Mission bailleurs de fonds Ethiopie & Djibouti, Addis-Abeba, Djibouti</u>
Juin 2023	<u>French Renewable Energy Tour, Nairobi, Kigali, Addis Abeba</u>
5/6 juin 2023	<u>Africa CEO Forum, Abidjan</u>
12/15 juin 2023	<u>Tastin'France, Johannesburg, Luanda, Addis Abeba</u>
12/16 juin 2023	<u>Rencontre avec la BAFD, Abidjan, Dakar</u>
14/16 juin 2023	<u>Pavillon France (Mining week), Lubumbashi</u>
19/23 juin 2023	<u>Tastin'France, Nairobi, Douala, Lagos</u>
26/30 juin 2023	<u>Tastin'France, Abidjan, Accra, Cotonou</u>
26/30 juin 2023	<u>Business seminar Smart & sustainable cities, Dakar</u>
Juillet 2023	<u>Mission Tech in Fab Explore & Match, Kenya</u>
Juillet 2023	<u>Inspire & connect Kenya, Nairobi</u>

3/7 juillet	<u>Mission bailleurs de fonds Madagascar & Afrique du Sud</u>
4/5 juillet 2023	<u>Atelier Côte d'Ivoire, Paris</u>
Septembre 2023	<u>French Mobility Days, Dar Ess Salaam, Addis Abeba</u>
Septembre 2023	<u>French EDTECH & HRTECH Tour Afrique, Abidjan, Douala</u>
11/12 septembre 2023	<u>Business Meetings Institutions postales Afrique, Tunis</u>
20/22 septembre 2023	<u>French Agri Days, Innovation Summit, Cape Town</u>
25/29 septembre 2023	<u>Business Expedition Second œuvre, Douala, Lagos</u>
Octobre/novembre 2023	<u>Mission multisectorielle explore & Match, Afrique de l'Est, Madagascar, Maurice</u>
4/5 octobre 2023	<u>Ambition Africa 2023, Paris</u>
7/11 octobre 2023	<u>Business Meeting (Anuga), Cologne</u>
9/11 octobre 2023	<u>Business Seminar Meteorologie, Abuja</u>
9/13 octobre 2023	<u>French oil & gas days, Lagos, Port Harcourt</u>
Novembre 2023	<u>French Maritime Tour, Mombassa, Dar Es Salaam, Zanzibar</u>
Novembre 2023	<u>Business Seminar Ville Durable, Nairobi, Kampala</u>
Novembre 2023	<u>French Mining Days – Rencontres d'affaires, Angola</u>
3/12 novembre 2023	<u>Pavillon France (Sara), Abidjan</u>
7/9 novembre 2023	<u>Business seminar french environnemental, Johannesburg, Cape Town</u>
8/10 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
13 novembre/12 décembre 2023	<u>French Rail tour - rencontre d'affaires, Alger, Abidjan, Conakry</u>
14/15 novembre 2023	<u>Business Seminar SIG, Douala</u>
14/16 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
20/22 novembre 2023	<u>Business Meeting (VIV MEA), Abu Dhabi</u>
23/25 novembre 2023	<u>Ateliers de la coopération consultative et économique, Rendez-vous d'affaires francophones et africains, Bordeaux</u>
27 novembre/ 2 décembre 2023	<u>Africa Games Week 2023</u>
28/30 novembre 2023	<u>Business Expedition Maritime – Douala, Kribi</u>
29 novembre 2023	<u>Emerging Valley, sommet international dédié à l'innovation africaine, Marseille</u>
26/27 avril 2023	<u>Business Meetings (MEDFEL), Perpignan</u>

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : François REMOVILLE

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIAK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Julien DEFRANCE

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)

Louis Buzin (louis.buzin@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>